

LÉVESQUE, Robert, *Labelle et Camillien. Deux figures du populisme canadien-français* (Montréal, VLB éditeur, coll. « Études québécoises », 2009), 336 p.

Frédéric Boily

Volume 62, Number 3-4, Winter–Spring 2009

La culture catholique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/038536ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/038536ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Boily, F. (2009). Review of [LÉVESQUE, Robert, *Labelle et Camillien. Deux figures du populisme canadien-français* (Montréal, VLB éditeur, coll. « Études québécoises », 2009), 336 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 62(3-4), 591–593. <https://doi.org/10.7202/038536ar>

LÉVESQUE, Robert, *Labelle et Camillien. Deux figures du populisme canadien-français* (Montréal, VLB éditeur, coll. « Études québécoises », 2009), 336 p.

Cet ouvrage de Robert Lévesque, critique culturel, est une réédition de deux livres qui avaient été rédigés avec un collaborateur maintenant décédé et publiés séparément à la fin des années 1970. Ce qu'il y a de nouveau, comme l'explique l'auteur dans la nouvelle présentation, c'est qu'Antoine Labelle et Camillien Houde sont maintenant analysés au prisme du populisme. Plus précisément, le curé Labelle serait l'incarnation d'un populisme débonnaire « fait des meilleures intentions », c'est-à-dire qu'il était un populiste ayant à cœur les intérêts de son peuple qu'il voulait sauver des périls de l'émigration vers les États-Unis. Un sauvetage qui passait par le développement des Laurentides et la construction du « p'tit train du Nord ». « Populisme, alors, c'est respect », écrit l'auteur (p. 13). Quant à Camillien Houde, il serait le symbole d'un populisme plus moderne qui utilisait la radio et qui se voulait aussi plus « patroneux », pour employer cette expression populaire. Surtout, son populisme serait moins sincère que celui d'Antoine Labelle.

Précisons d'abord que la pensée de l'auteur concernant le populisme est plutôt intuitive – ce qui est souvent le cas en la matière – car il fait l'économie de définir rigoureusement ce qu'il entend par populisme. À la suite de Pierre-André Taguieff, seul auteur cité sur le sujet, l'auteur avance que le populisme est un style politique qui se caractérise par son absence de contenu, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une « forme vide ». D'où cette vive dénonciation du populisme médiatique qui serait maintenant omniprésent. Par ailleurs, on croit comprendre à travers les lignes que Robert Lévesque demeure quelque peu nostalgique du populisme du curé Labelle, notamment quand il se demande ce qu'il serait advenu si René Lévesque avait injecté une dose de populisme au projet souverainiste. Certes, l'auteur affirme que le projet eût été alors volé. Mais quelques lignes plus bas, il affirme que le populisme a changé de camp, probablement lorsque Camillien Houde est entré à CKAC. Alors, pourquoi mentionner ce changement de camp si ce n'est pas un peu pour le regretter ? L'ambiguïté plane sur le dernier paragraphe de l'avant-propos.

Est-il approprié de parler de populisme pour ces deux colosses qui en imposaient physiquement ? Cela ne fonctionne vraiment que pour l'un des deux auteurs étudiés. Dans le cas du curé Labelle, la thèse ne parvient pas à convaincre parce que cet apôtre de la colonisation n'est pas encore dans un univers où la légitimité démocratique découle du peuple. Bien

sûr, il y a les élections et lui-même va participer au gouvernement en tant qu'assistant-commissaire au ministère de l'Agriculture et de la Colonisation. Mais « son » peuple n'est pas celui qui vote et qui, grâce à l'alchimie des urnes, transforme ses préférences en gouvernants. Le peuple dont il parle, et pas si fréquemment d'ailleurs, c'est celui à qui Dieu a donné une mission et que les élites doivent conduire comme le berger guide son troupeau vers la terre promise. En ce sens, pour le cléric-nationalisme, la source de la légitimité ne découle pas du peuple, mais du Très-Haut. Pour tout dire, à la lecture du rapport sur l'agriculture qu'il remet à Honoré Mercier, en 1888, on en vient à croire que le curé Labelle est plutôt une sorte de « clérico-technocrate » qui, tout dévoué à son projet de ragaillardir l'agriculture québécoise, se réjouit de voir que les cultivateurs québécois ont finalement compris que le « fumier est une mine d'or pour eux » (p. 115).

Dans le cas de Camillien Houde, l'analyse au prisme du populisme est vraiment éclairante, ce qui se reflète dans le propos même de l'auteur qui emploie alors le terme fréquemment dans cette deuxième partie. En effet, Houde en appelle à la légitimité populaire du « petit peuple » de Sainte-Marie qu'il courtise pour briser, à la fin des années 1920, la domination du Parti libéral et celle de Médéric Martin à la mairie de Montréal. Habile tribun, Houde se réclame directement du peuple pour dénoncer les turpitudes libérales. Par exemple, devenu le plus jeune député de l'Assemblée législative, à 33 ans, il va, après des débuts chancelants dus à son inexpérience, se poser comme un défenseur des « petits » lors des débats concernant la création de la Banque canadienne nationale. Croisant le fer avec le ministre Antonin Galipeault qui lui reprochait sa méconnaissance des aspects juridiques, Houde y va d'une déclaration caractéristique d'un populiste: « Ce sont nos libertés que vous avez supprimées, et que je vais reprendre pour le peuple qui m'a élu. » (p. 167) Ainsi, il utilisait le peuple comme un levier pour accroître sa légitimité contre les libéraux. Et nous pouvons lire plusieurs citations qui, dans la même veine, montrent que Houde savait très bien ce qu'il faisait. C'est pourquoi l'analyse au prisme du populisme s'avère particulièrement féconde dans son cas.

Selon le préfacier, l'ouvrage a été épuré du jargon marxiste, mais il en reste de trop nombreuses traces, ce qui n'est pas toujours du meilleur effet. Par exemple, l'agriculturisme est vu, entre autres choses, comme un moyen de « garder sur place une armée de travailleurs en réserve maintenant que la révolution industrielle a créé des besoins de main-d'œuvre » (p. 138). Labelle serait-il donc un suppôt du Capitalisme et

l'Église un des organes de l'appareil idéologique du grand capital? Ainsi comprises, la spécificité et l'autonomie du projet catholique s'effacent devant celles du capitalisme.

Malgré les quelques réserves évoquées concernant le populisme, cette réédition est bienvenue. Découpé en chapitres assez courts, l'ouvrage est bien écrit, rédigé dans un style alerte et grand public, quoique parfois alourdi par des passages un peu longuets – parce que pas toujours à propos –, comme ceux sur l'affaire Riel. Il s'agit toutefois d'un travail bien fait, et le lecteur sort de sa lecture avec une meilleure compréhension de la vie et de la pensée de ces deux hommes qui, s'ils n'ont pas révolutionné l'histoire québécoise, n'en constituent pas moins des personnages qui ont marqué leur époque. Nous pouvons donc espérer que l'ouvrage va stimuler de nouvelles recherches sur ces deux figures, notamment sur le populisme au Québec.

FRÉDÉRIC BOILY
Campus Saint-Jean
Université de l'Alberta

PELLETIER, Louis, *La seigneurie de Mount Murray. Autour de La Malbaie 1761-1860* (Sillery, Septentrion, 2008), 398 p.

Paru en 2008 aux Éditions du Septentrion, le livre de Louis Pelletier constitue une contribution notable à la connaissance de l'histoire charlevoisienne, en particulier du secteur Cap-à-l'Aigle de La Malbaie, autrefois la seigneurie de Mount Murray. Après l'ouvrage de Jean-Claude Massé publié en 2006 chez le même éditeur (Malcolm Fraser. *De soldat écossais à seigneur canadien 1733-1815*), c'est maintenant une documentation impressionnante qui est à la disposition des personnes intéressées à l'histoire de cette localité et à celle de la famille seigneuriale qui y est associée.

Ce volumineux ouvrage se décline en trois grandes parties (qui correspondent aux « règnes » des trois premiers seigneurs) à l'intérieur desquelles s'insèrent 13 chapitres. La première partie (p. 17-87) correspond au seigneur Malcolm Fraser (1764-1815) et traite des origines du peuplement européen à la suite de la concession de la seigneurie par James Murray à son compatriote Fraser. Le premier chapitre aborde cette période pionnière et les termes de la concession, le chapitre 2 montre surtout l'absence de Fraser et ses activités sur l'autre rive du Saint-Laurent, dans la seigneurie de Rivière-du-Loup, tout en soulevant la question complexe des